DEPARTEMENT DES LANDES

--00000--

COMMUNES de LEON
VIELLE SAINT-GIRONS et MOLIETS ET MAA

--00000--

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE A L'AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'ETANG DE LEON
ET AUX TRAVAUX DE RECREEUSEMENT DU PARCOURS DE PECHE

--00000--

RAPPORT D'ENQUETE
ET CONCLUSIONS DU
COMMISSAIRE ENQUETEUR

Rédacteur : Michel DOISNE, Commissaire enquêteur
SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE:

I. - GENERALITES

1.1 – Précédémanle
1.2 - Objet de l’enquête
1.3 - Cadre juridique
1.4 – Dossier d’enquête publique
   1.4.1 – Composition
   1.4.2 – Origine des documents

II.- ORGANISATION - DEROULEMENT D’ENQUETE

2.1 – Désignation du commissaire enquêteur
   2.2 – Modalités de l’enquête
      2.2.1 – Publicité
      2.2.2 – Information et accueil du public
      2.2.3 – Relations avec le maître d’œuvre et le maître d’ouvrage

III. – EXAMEN DU PROJET

3.1 – Localisation du site
3.2 – Présentation du projet
   3.2.1 - Dragage
   3.2.2 – L’aménagement des berges
3.3. – Impacts du projet
   3.3.1 – Sur le site de lagunage
   3.3.2 – Liés à l’extraction des sédiments
   3.3.3 – Sur le fonctionnement de l’étang de Léon
   3.3.4 – Impact sur la qualité des eaux
   3.3.5 – Impact du bassin sur les eaux de surface
   3.3.6 – Impacts liés à l’aménagement des abords de l’étang
3.4 – Comptabilité au titre des dispositions d’aménagement
   3.4.1 – Projet avec le SDAGE et le SAGE
   3.4.2 – Compatibilité du projet avec les documents d’urbanisme

3.5. – Participation de la population

IV. – EXAMEN DES OBSERVATIONS

4.1 – Avis des conseillers municipaux
4.2 – Analyse des observations
V. – COMMENTAIRES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

VI. – PIECES ANNEXES

***************

DEUXIEME PARTIE:

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

I – RAPPEL DE L’OBJET

II – CONCLUSIONS MOTIVEES DU C.E.

21 – SUR LE PROJET :

22 – SUR LE DOSSIER SOUMIS A L’ENQUETE

III – AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

18

18

18-19

20

20 à 21
I. – GENERALITÉS

1.1. – Préambule

Dans le cadre de sa mission de lutte contre l'eutrophisation des étangs, l'aménagement des abords des plans d'eau, l'amélioration de la qualité des eaux de baignade... le Syndicat mixte Géolandes du Conseil Général des Landes, en partenariat avec la commune de LEON (40550) et la communauté de communes de Côte Landes Nature propose de réaliser le dragage du parcours de pêche et l'aménagement des abords de l'étang dit « étang de LEON » qui s'étend sur 340 hectares.


Il conduit essentiellement des actions en faveur de l'aménagement des plans d'eau, d'une veille scientifique diversifiée, de lutte contre le comblement des étangs et la prolifération des plantes aquatiques envahissantes, s'étendant sur tous les plans d'eau du littoral landais appartenant à ces communes. Il intervient au total sur 16 plans d'eau douce (soit plus de 10 000 ha de superficie en eau).

Le dossier des travaux est présenté au titre d'une demande d'autorisation « Loi sur l'eau » et concerne les communes de LEON ; VIEILLE-SAINT-GIRONS et MOLIETS ET MÂA.

1.2. – Objet de l'enquête

L’enquête publique consiste à solliciter l'avis des populations ou des associations, suite à la demande présentée par « Géolandes » et qui prévoit la réalisation de travaux de dragage, de creusement et d'aménagement du parcours de pêche du lac de LEON.

Le dossier d’autorisation est établi au titre des articles R.214-1 à R.214-6 du code de l’environnement, rubriques :

- 2.2.3.0 : rejet dans les eaux de surface.... – 3.1.4.0 : consolidation ou protection des berges...
- 3.1.5.0 : Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères... - 3.2.1.0 : Entretien de cours d'eau ou de canaux..., de la nomenclature des opérations soumises à Autorisation ou à Déclaration.

Ce projet n’est pas soumis à une étude d’impact, il s’agit de travaux d'entretien et d'aménagement dont le coût est inférieur à 1 900 000 €. Par contre, au titre de la « Loi sur l’eau », une évaluation des incidences au regard du site Natura 2000 est incluse dans le dossier.

1.3. – Cadre juridique

- Article L.122-1 du code de l'environnement, sur les études d’impact ;
• Articles L.123-1 à L.123-16 et R. 123-1 à R. 123-33 du code de l'environnement sur les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

• Articles L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement relatifs à la protection du milieu aquatique (loi sur l'eau) ;

• Articles R.214-1 à R.214-12 du code de l'environnement, concernant la procédure d'autorisation ;

• Article L. 414-4 du code de l'environnement relatif au site Natura 2000 ;


1.4. – Dossier d’enquête publique :

Le dossier complet d’enquête, conforme à la législation en vigueur, a été mis à la disposition du public dans les mairies de LEON, VIELLE SAINT GIRONS et MOLIETS et MAA, selon les prescriptions de l’arrêté préfectoral en son article 3.

Il est constitué de deux parties, soit d’un RESUME NON TECHNIQUE (16 pages) et d’un DOSSIER D’AUTORISATION DE TRAVAUX (207 pages). Ce dernier est scindé en douze parties numérotées de A à L, auxquelles sont jointes des annexes, tableaux, planches et illustrations.

1.4.1. – Composition :

Préambule ;
Pièce A : Demandeur ;
Pièce B : Localisation du projet ;
Pièce C : Description du projet ;
Pièce D : Cadre réglementaire du projet ;
Pièce E : Etude de l’état initial du site ;
Pièce F : Caractéristiques des sédiments ;
Pièce G : Raisons du choix de la solution retenue ;
Pièce H : Présentation du site de lagunage à Léon ;
Pièce I : Analyse des impacts aquatiques et terrestres du projet ;
Pièce J : Mesures de suppression, réduction ou compensation des impacts résiduels ;
Pièce K : Synthèse et conclusions ;
Pièce L : Notice d’incidences Natura 2000 ;
Principales abréviations utilisées ;
Bibliographie ;
Planches, figures et tableaux ;
Annexes 1 à 16.

1.4.2. – Origine des documents :

Les informations réunies dans le présent dossier, ainsi que le résumé non technique ont été fournis par :
- Le bureau d’étude : Pôle Ingénierie IDRA ENVIRONNEMENT SAS, 20 avenue du Général de Gaulle, 33120 ARCACHON et La Haye de Pan, 35170 BRUZ, en novembre 2012.

- le Syndicat mixte GEOLANDES, Conseil Général des Landes, 23 rue Victor Hugo, 40025 MONT DE MARSAN cedex.

II.- ORGANISATION- DÉROULEMENT D’ENQUÊTE

2.1. – Désignation du commissaire enquêteur :

Pour faire suite à la demande présentée par Monsieur le Président du Syndicat mixte Géolandes, nous avons été désigné par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de PAU, suivant ordonnance n° E13000158/64 en date du 19 juin 2013. Monsieur Cédric GRANGER est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Par arrêté n° 40-2012-00140 du 28 juin 2013 de Monsieur le Préfet des Landes, sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes, l’enquête a été prescrite du lundi 05 août 2013 au vendredi 06 septembre 2013 inclus, soit sur une durée de 33 jours. ¹

Conformément à l’article 4 de l’arrêté susvisé, les permanences du commissaire enquêteur ont été assurées en mairie de LEON, aux jours et heures suivants :

- Lundi 05.08.2013…………………………………………………………..de 09h00 à 12h00
- Vendredi 16.08.2013…………………………………………………………..de 15h00 à 18h00
- Mardi 20.08.2013…………………………………………………………..de 09h00 à 12h00
- Vendredi 30.08.2013…………………………………………………………..de 14h00 à 17h00
- Vendredi 06.09.2013…………………………………………………………..de 15h00 à 18h00

2.2. – Modalités de l’enquête :

2.2.1 – Publicité :

L’ouverture de l’enquête a été réalisée dans les délais prescrits. Elle a été annoncée au public dans les formes réglementaires prévues par l’art. R.123-14 du code de l’environnement, ainsi que par les articles 1er, 3 et 5 de l’arrêté préfectoral.

¹ Cf. Arrêté n° 40-2012-00140 du Préfet des Landes (Annexe n° 1)

- Par affichage d’un avis d’enquête, sur les panneaux extérieurs des mairies de LEON, VIELLE SAINT GIRONS et MOLIETS ET MAA, ainsi que sur le site concerné. Cet avis d’enquête était également consultable sur le site de la préfecture et du syndicat mixte Géolandes.


Le 23.07.2013, par voie téléphonique auprès des différents services municipaux, il sera confirmé au commissaire enquêteur que l’affichage réglementaire a bien été réalisé.

Le 30.07.2013, nous avons pu constater que la publicité de l’enquête publique était correctement affichée au format « A2 » et parfaitement visible par la population dans les trois mairies concernées, ainsi qu’à l’entrée Est du site.³

2.2.2. – Information et accueil du public :

Trois registres d’enquête cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destinés à recevoir les observations des intervenants, ainsi que l’ensemble des dossiers dont les différentes parties sont énumérées aux chapitres 1.4.1. ont été tenus à la disposition du public dans les mairies de LEON, MOLIETS ET MAA et VIELLE SAINT GIRONS.

Les dossiers étaient consultables pendant toute la durée de l’enquête et suivant les jours d’ouverture des mairies au public.

**Mairie de LEON** :

- le lundi de 09h00 à 12h00
- du mardi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
- le samedi de 09h00 à 12h00

**Mairie de MOLIETS ET MAA** :

- du lundi au vendredi de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

**Mairie de VIELLE SAINT GIRONS** :

- du mardi au vendredi de 10h00 à 12h00 et de 15h00 à 18h00
- le samedi de 10h00 à 12h00.

En application des articles 3 et 8 de l’arrêté Préfectoral, les registres ont été ouverts, cotés, paraphés et clôturés en fin d’enquête par les soins du commissaire enquêteur.

² Cf. Copie publicité dans les journaux (Annexes n° 2 à 5)
³ Cf. Copie de l’AVIS d’enquête publique (Annexe n° 6)
2.2.3. – Relations avec le maître d’œuvre et le maître d’ouvrage :

Le 16.07, 30.07, 05.08, 16.08 et 20.08.2013, le commissaire enquêteur s’est entretenu successivement avec le maire de LEON, un élu et un agent technique, ainsi qu’avec les services de l’environnement du Conseil Général des Landes et enfin, avec le responsable du Service Espace Littoral, représentant le président du Syndicat mixte Géolandes.

A ces occasions, il a été répondu à nos questions ou suggestions, tant en ce qui concerne le projet lui-même, que sur les modalités du déroulement de l’enquête publique. Plusieurs échanges téléphoniques ont été opérés avec les mairies de VIELLE SAINT GIRONS ; MOLIETS et MÅA et LEON.

En présence d’un agent technique de la municipalité de LEON, le 30.07.2013, le commissaire enquêteur a effectué une reconnaissance des lieux, pour une localisation et une meilleure compréhension des travaux envisagés.

III – EXAMEN DU PROJET

3.1. – Localisation du site :

Source : Géoportail, dossier technique.
Les travaux se situent dans la partie sud-est de l’étang de la commune de Léon, à proximité de la zone aménagée à des fins de baignade, tandis que la zone de lagunage des sédiments se trouve à proximité et au sud de l’étang.

En effet, le secteur dit « du parcours de pêche » est situé non loin de la fenêtre lacustre sur laquelle se déroule les activités estivales et est très accessible, par contre, sa localisation côté Est de l’étang démontre qu’il ne bénéficie que de faibles profondeurs, ce qui diminue son potentiel halieutique. C’est aussi dans ce secteur que prolifèrent les plantes aquatiques exotiques envahissantes.

3.2. – Présentation du projet

Dans une première tranche, les opérations vont consister à réaliser le recréusement du parcours de pêche de l’étang de Léon qui vont générer un dragage de 4000 à 5000 m³ de sédiments (sable et vase), évalués à 60% de sable et 40% de vase. Ces travaux doivent permettre d’obtenir une lame d’eau de 1,50 m environ, pour une cote de référence de fil d’eau de l’étang à 7,20 NGF.

Dans une seconde phase, il sera procédé aux aménagements des abords de l’étang, dans sa fenêtre lacustre comprise entre l’hôtel du Lac et la « patte d’oie », sur une longueur approximative de 650 mètres, pour les ouvrages de reprofilage et de protection des berges.

La superficie concernée par les différents projets et incluse dans le site Natura 2000 « zones humides de l’étang de Léon » représente environ 7 ha, soit 0,54% de la surface totale.

3.2.1. – Dragage

Le projet de dragage du parcours de pêche va consister à :

➢ Rétablir le tirant d’eau nécessaire à la vie piscicole et aux activités de pêche ;
➢ Enlever et arracher les espèces invasives, en supprimant leur milieu de vie naturel ;
➢ Réemployer les matériaux pour des besoins proches et en particulier pour le reprofilage des berges.

A la suite du dragage hydraulique, les sédiments seront déplacés par conduite de refoulement jusqu’à la lagune de décantation spécialement aménagée, à proximité de l’étang, pour permettre l’assèchement. Le site mis à disposition par la commune se trouve en dehors des périmètres du site classé des berges de l’étang et du site Natura 2000 et s’étend sur une surface d’environ 8 000 m², dont moins de 3 500 m² seront utilisés.

3.2.2. – L’aménagement des berges

Le projet d’aménagement des berges de l’étang s’inscrit dans une démarche, pour :

➢ Reprofiler et protéger les berges vis-à-vis des différentes sollicitations ;
➢ Offrir à la population humaine des aménagements respectueux de l’environnement naturel de l’étang de Léon et plus fonctionnels que les précédents ;
➢ Proposer une sensibilisation à l’espace naturel de l’étang, au travers de divers panneaux et signalétiques ludiques.
Après le dragage hydraulique, une partie des sédiments sera réutilisée pour l’aménagement des abords de l’étang, en tant que couche de forme ou matériau de remblai pour le reprofilage des berges. L’excédent de matériaux sera stocké et mis à la disposition de la commune.

Tandis que les sédiments obtenus à l’issue du dragage mécanique seront réemployés directement en reprofilage des berges, sans assèchement préalable en bassin de décantation.

Dans le cadre de l’aménagement des berges, en complément du reprofilage par la mise en œuvre de remblais par végétalisation, pieux et géotextile, il sera construit deux pontons d’amarrage (35 anneaux), afin d’éviter l’éparpillement des embarcations et les impacts négatifs sur les berges. L’un situé à l’Est permettra de préserver les espaces de berges fragiles ; l’autre, implanté perpendiculairement, à l’Ouest permettra d’atténuer les effets de la houle et les phénomènes d’ensablement, à l’entrée du parcours de pêche.

Le projet prévoit également d’agrémenter la zone de mobiliers en bois et d’installations diverses (toilettes à lombricompostage, cale de mise à l’eau…)

3.3. – Impacts du projet

Les impacts des travaux sont essentiellement positifs du fait qu’il s’agit avant tout de réhabiliter un milieu naturel, pour permettre d’améliorer les activités humaines et récupérer un potentiel halieutique du parcours de pêche.

Bien que l’ensemble des choix opérés pour la réalisation des travaux répondent à une logique de préservation des milieux lacustres, il subsiste néanmoins des incidences durant les phases de creusement, de traitement et de valorisation des sédiments.

3.3.1.- Sur le site de lagunage

L’aménagement du site de lagunage comprend la mise en place de merlons paysagers, l’installation d’une « éclusette » et d’une canalisation gravitaire pour permettre de rejeter les eaux dans l’étang de Léon. Pendant l’aménagement du bassin de décantation, par temps sec, des poussières pourront être émises dans l’air. Les travaux n’auront qu’une faible incidence en raison de leur durée limitée qui sera inférieure à une semaine.

3.3.2.- Liés à l’extraction des sédiments


3.3.3.- Sur le fonctionnement de l’étang de Léon

Les travaux ne concernent qu’une faible superficie de l’étang et seront réalisés hors période estivale pour limiter les impacts sur le biotope et les activités humaines. Pendant les opérations de curage, la navigation sera quelque peu ralentie, mais les difficultés actuelles, présentes sur le parcours de pêche seront supprimées par le rétablissement du tirant d’eau. Ce qui démontre que cet impact est limité et réversible.
3.3.4.- **Impact sur la qualité des eaux**

Les sédiments dragués seront triés et les macro-déchets piégés, puis collectés soit à l’extrémité de la drague hydraulique, soit dans le godet lorsque le dragage sera effectué par pelle amphibie.

Lors de ces travaux d’extraction, le passage des engins peut provoquer la remontée de sédiments fins en surface, voire créer un nuage turbide, mais ces impacts peuvent être considérés comme faibles, ainsi que la probabilité d’occurrence liée à une pollution accidentelle d’un engin de chantier. Il faut noter que depuis plusieurs années, les huiles des engins de dragage sont biodégradables.

3.3.5.- **Impact du bassin sur les eaux de surface**

Les eaux de décantation sont rejetées directement dans l’étang de Léon par une conduite prévue à cet effet. Dès lors que la quantité d’eau est suffisante, elle retourne dans son milieu d’origine et a donc une influence négligeable sur les eaux de surface. En outre, les eaux de rejet présentent un faible volume et ne contiennent aucun élément polluant. La teneur en M.E.S. (matières en suspension) est abaissée à des taux acceptables. L’impact reste donc faible.

3.3.6.- **Impacts liés à l’aménagement des abords de l’étang**

Du point de vue de la flore et de la faune, les aménagements prévus et le fonctionnement du bassin de décantation ne constituent pas une gêne, au contraire, la mise en eau ponctuelle du bassin crée des zones d’accueil privilégiées des oiseaux où ils trouvent la nourriture.

Comme il a été relaté précédemment, l’aménagement des abords de l’étang de Léon va consister à reprofiler les berges par déblais et remblais. Les matériaux utilisés ne présentent pas de risques pour l’environnement (sable et vase de curage, compost végétal...).

Pour palier au stationnement irrégulier et prévenir la dégradation des espaces, il est prévu l’aménagement des aires de stationnement, sans qu’il en résulte un accroissement des capacités d’accueil.

En conclusion, le commissaire enquêteur observe que les travaux de recreusement du parcours de pêche et l’aménagement des berges de l’étang de Léon ne provoqueront que des nuisances restreintes, qu’elles soient d’ordre visuelles, sonores ou olfactives.

3.4. – **Compatibilité au titre des dispositions d’aménagement**

3.4.1.- **Projet avec le SDAGE et le SAGE**

Le projet est compatible avec le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) à l’échelle du bassin Adour-Garonne, dont l’un des objectifs généraux est celui d’atteindre le « bon état » des masses d’eau en 2015. Le recreusement du parcours de pêche est une opération ponctuelle, il ne sera pas encadré par un plan de gestion. Ces opérations de curage se révèlent nécessaires pour rétablir la continuité environnementale.
Toutefois, deux orientations du SDAGE font référence à la qualité des milieux aquatiques à la suite des activités de dragage :

* **Réduire l’impact des activités humaines sur les milieux aquatiques**

* **Gérer durablement les eaux souterraines, gérer, entretenir et restaurer les cours d’eau**

Aucun Schéma d’aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) n’a été mis en place dans le secteur de l’étang de Léon.

### 3.4.2.- Compatibilité du projet avec les documents d’urbanisme

La commune de LEON dispose d’un Plan d’Occupation des Sols en vigueur depuis le 12.10.2000. Le règlement du document d’urbanisme est compatible avec le recouvrement et l’aménagement des abords de l’étang, par contre, le site de dépôt des sédiments est quant à lui, situé en zone VII NA. En son article 2, le règlement de zone, stipule que les affouillements et exhaussements des sols sont interdits.

Suivant les éléments indiqués dans le dossier de demande d’autorisation de travaux, confirmés par le maire de Léon, le P.O.S. est actuellement en cours de modification pour la zone concernée.

### 3.5. – Participation de la population


La population ne s’est pas mobilisée pour s’exprimer sur le projet. Cependant, au cours de cette procédure nous avons reçu quatre personnes. Deux d’entre elles se sont présentées uniquement pour s’informer.

Un troisième intervenant, M. DELANCHY a mentionné un « avis très favorable » au projet, tandis que la quatrième personne, M. Yvon BALHADERE, que nous avions reçu le 30.08.2013 a déposé un courrier d’observations, en notre absence. Il nous a été remis par le secrétariat de la mairie de LEON.

### IV – EXAMEN DES OBSERVATIONS

Le vendredi 06.09.2013, lors de la clôture de l’enquête, nous avons paraphé les documents reçus, soit une planche photographique, accompagnée de commentaires et les avons annexés au registre d’enquête, en mairie de LEON.

Les deux autres registres d’enquête qui nous ont été remis (mairie de Vielle-Saint-Girons), transmis (mairie de Moliets-et-Maa) ne comportaient aucune observation, ni mention particulière.
4.1. – Avis des conseils municipaux

En application de l’article 7 de l’arrêté préfectoral, deux des communes sur les trois concernées ont délibéré sur la demande d’autorisation de travaux.
- a) – Commune de LEON :
  
  Par sa délibération du 25 juillet 2013, le conseil municipal « approuve l’enquête publique ». 4

  b) – Commune de MOIETS ET MAA :
  
  Par sa délibération du 08 août 2013, le conseil municipal « ne peut donner un avis favorable » au vu des éléments fournis.
  - Il s’étonne qu’aucune rencontre n’ait eu lieu en amont entre le bureau d’études et les représentants de la commune ;
  - demande qu’une réunion soit organisée entre le maître d’ouvrage, le bureau d’études et les représentants du SIVU du Courant d’Huchet pour aborder les conséquences de ce projet, notamment sur la mise en suspension de particules et la divagation de plantes envahissantes. 5

  c) – Commune de VIELLE SAINT GIRONS :
  
  Selon les propos téléphoniques du maire, le conseil municipal ne souhaite pas délibérer dans les délais impartis. Il admet qu’à défaut d’avis des représentants de la collectivité territoriale, il sera considéré qu’ils sont « favorables » au projet.

4.2. – Analyse des observations

L’étude des remarques ou annotations formulées par M. BALHADERE portent sur les travaux d’aménagement. A cet effet, il mentionne six propositions :

1°/ - Réaliser un ponton de mise à l’eau des bateaux, avec un plan incliné.

2°/ - Le ponton d’amarrage prévu dans le projet, à l’Ouest de la roselière doit être installé près du ponton de mise à l’eau.

3°/ - Laisser une zone libre d’accès (départ / Arrivée des voiliers), avec interdiction de mouillage.

4°/ - Le mouillage des bateaux doit être réglementé, par un droit de mise à l’eau accordé par la municipalité ou une adhésion à un club de LEON.

5°/ - Il faut prévoir un parc de stationnement à bateaux des particuliers identifiés, près du ponton précité, avec un droit de stationnement et de mise à l’eau pouvant être acquitter auprès de la municipalité ou une adhésion au club de voile Léonais.

6°/ - Le parc à bateaux doit être protégé par une barrière d’accès.

4.3. – Notification des observations

Après avoir en avoir pris connaissance et analysé les diverses remarques formulées en cours d’enquête, le commissaire enquêteurs les a notifiées au président du Syndicat mixte Géolandes du Conseil Général des Landes à Mont de Marsan, le 12 septembre 2013.

---

4 Cf. Copie de la délibération du C.M. de Léon du 25 07 2013 (Annexe n° 7)
5 Cf. Copie de la délibération du C.M. de Moliets-et-Maa (Annexe n° 8)
Dans le même temps, il a été invité à produire un mémoire en réponse avant le 27 septembre 2013.  

4.4. — Mémoire en réponse du maître d’ouvrage


Dans le paragraphe suivant, il sera procédé à une analyse des réponses formulées par le maître d’ouvrage. 

En préambule, il indique que le projet de seconde tranche d’aménagement des abords de la fenêtre lacustre Léonnaise a été conçu dans un esprit de conservation d’un état le plus naturel du site, en opposition à la première tranche de travaux réalisée entre 1991 et 1993, côté ouest de la fenêtre et où est concentré l’essentiel des activités humaines, ludiques et anthropiques. 

Le projet intègre également un volet de reconquête de secteurs des berges ayant subi des érosions (ex. poste handi-pêche) qui se trouve aujourd’hui en position avancée sur le plan d’eau. La construction de deux pontons bois s’inscrit dans une démarche de transparence de l’espace entre la piste et la rive, en supprimant tous les éléments anthropiques qui occultent le paysage. 

Il ajoute que pour garantir dans les meilleures conditions la pérennité de ces espaces naturels reconstitués, le projet prévoit d’en interdire l’accès aux véhicules, mais aussi aux piétons, pour éviter le piélotinement, source de dégradations des protections des berges ou des jeunes plantations. 

**REPONSE à la question n° 1** : Réaliser un ponton de mise à l’eau des bateaux, avec un plan incliné. 

Le projet prévoit une rampe de mise à l’eau, stabilisée puisque bétonnée, inclinée, et qui sera libre d’accès pour tous les usagers munis d’embarcations. La mise à l’eau est bien située sous les vents dominants. Le départ et l’arrivée seront protégés par le ponton bois perpendiculaire. La construction d’un ponton bois dédié aux bateaux à voile et construit parallèlement au trait de rive n’est pas compatible avec la philosophie du projet. 

**REPONSE à la question n° 2** : Le ponton d’amarrage prévu dans le projet, à l’Ouest de la roselière doit être installé près du ponton de mise à l’eau. 

Comme indiqué ci-avant, si la réalisation d’un ponton bois de mise à l’eau est incompatible avec le projet, par contre, la mise à l’eau prévue jouxte le ponton d’amarrage comme le recommande M. BALHADERE. 

**REPONSE à la question n° 3** : Laisser une zone libre d’accès (départ / Arrivée des voiliers), avec interdiction de mouillage.

---

6 Cf. Procès-verbal de synthèse des observations (Annexe n° 9) 
7 Cf. Mémoire en réponse du Président du Syndicat Mixte Géolandes (Annexe n° 10)
Le projet prévoir un départ et une arrivée des voiliers entre le ponton d’amarrage et la roselière. Cet espace sera maintenu dégagé, les mouillages sur le plan d’eau étant par ailleurs interdits. La volonté de la commune est en effet de concentrer toutes les embarcations au niveau des deux pontons bois afin d’éviter la dispersion. Comme le suggère M. Balahadère, cette disposition permettra d’identifier les bateaux et leurs propriétaires et ainsi éviter les embarcations hors d’état ou abandonnées.

REponce à la question n° 4 : Le mouillage des bateaux doit être réglementé, par un droit de mise à l’eau accordé par la municipalité ou une adhésion à un club de LEON.

Le mouillage des bateaux sera interdit, les embarcations devant s’amarrer à l’un des deux pontons bois prévus dans le projet. Il n’est pas prévu de droit de mise à l’eau ou d’obligation d’adhésion à un club de Léon.

REponce à la question n° 5 : Prévoir un parc de stationnement à bateaux des particuliers identifiés, près du ponton précité, avec un droit de stationnement et de mise à l’eau pouvant être acquitté auprès de la municipalité ou une adhésion au club de voile Léonnois.

La commune de Léon n’envisage pas à ce jour l’instauration d’une taxe de navigation sur le plan d’eau, préférant permettre un accès libre à tous les usagers. De la même façon, la commune n’envisage pas de conditionner l’accès au plan d’eau à une adhésion à un club de voile.

REponce à la question n° 6 : Le parc à bateaux doit être protégé par une barrière d’accès

L’amarrage des bateaux stationnés au niveau des pontons bois sera sécurisé puisque les pontons seront munis de dispositifs permettant la pose de cadenas ou de tout autre système de sécurité, tandis que les bateaux stationnés sur le parking à l’entrée du site seront sous la seule et unique responsabilité de leurs propriétaires.

V – COMMENTAIRES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Nous estimons que les réponses aux différentes remarques ou propositions de l’unique intervenant sont adaptées et objectives. Elles répondent à un choix des collectivités et un besoin inéluctable de préservation de l’étang de LEON.

D’une manière générale, l’enquête publique s’est déroulée dans un très bon climat et les échanges, tant avec le maître d’ouvrage, qu’avec les élus ou les services des municipalités se sont avérés fructueux.


A SAINT PAUL LES DAX, le 03.09.2013
Michel DOISNE, commissaire enquêteur.
VI - PIECES ANNEXES

Annexe 1 : Arrêté Préfet des Landes n° 40-2012-00140 du 28.06.2013


Annexe 4 : Copie publicité d’enquête journal « Sud Ouest », page 27 du 08.08.2013

Annexe 5 : Copie publicité d’enquête journal « Les Annonces Landaises », n° 3553 du 10.08.2013

Annexe 6 : Copie de l’AVIS d’ENQUETE de la D.D.T.M.

Annexe 7 : Extrait du registre des délibérations de la commune de LEON du 25.07.2013

Annexe 8 : Extrait du registre des délibérations de la commune de MOLIETS ET MÂA du 08.08.2013

Annexe 9 : Procès-verbal d’observations du 12.09.2013

Annexe n°1

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Police de l'Eau et Milieux Aquatiques

Arrêté n°40-2012-00140

Arrêté prescrivant une enquête publique « loi sur l'eau »
portant sur le recouvrement du parcours de pêche et l'aménagement des abords de l'étang de LEON
sur les communes de LEON, VIELLE SAINT GIRONS, et MOLIETS ET MÂA

LE PREFET DES LANDES,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le Code de l'Environnement notamment l'article L122-1 sur les études d'impact, les articles L123-1 à L123-16 et R123-1 à R123-33, concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement, les articles L214-1 à L214-11 relatifs à la protection du milieu aquatique (loi sur l'Eau), les articles R214-1 à R214-12 concernant la procédure d'autorisation,

VU le dossier présenté par le Syndicat Mixte Géolandes concernant le recouvrement du parcours de pêche et d'aménagement des abords de l'étang de Léon sur les communes de LEON, VIELLE SAINT GIRONS, et MOLIETS ET MÂA soumis à autorisation au titre de l'article L214-1 à L214-6 du code de l'environnement (loi sur l'eau), et soumis à enquête publique au titre de l'article L123-1 du code de l'environnement,

VU la décision du Président du Tribunal Administratif de Pau du 19 juin 2013 désignant les commissaires enquêteurs chargés de diligenter l'enquête publique,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes,

ARRETÉ

ARTICLE PREMIER : Il sera procédé à une enquête publique de 33 jours du lundi 05 août 2013 au vendredi 06 septembre 2013 inclus fin de recueillir l'avis du public sur le recouvrement du parcours de pêche et d'aménagement des abords de l'étang de Léon sur les communes de LEON, VIELLE SAINT GIRONS, et MOLIETS ET MÂA:
Ce projet est soumis à une enquête publique au titre de l'article L.214-4 et R214-1 du code de l'environnement pour les rubriques :

-2.2.3.0 - Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0 - 2.1.1.0 - 2.1.2.0 - 2.1.5.0.
1° Le flux total de pollution brute étant :
   a) Supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent ;
   b) Compris entre les niveaux de références R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent ;
2° Le produit de la concentration maximale d'Escherichia coli, par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D.1332-1 et 1332-16 du code de la santé publique, étant
   a) Supérieur ou égal à 1011 E coli/j (Autorisation)
   b) Compris entre 1010 à 1011 E coli/j (D)

-3.1.4.0 - Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :
1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (Autorisation)
2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)

-3.1.5.0 - Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissances ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :
1° Destruction de plus de 200 m² de frayères
2° Dans les autres cas (Déclaration)

-3.2.1.0 - Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :
1° Supérieure à 2 000 m³ (Autorisation)
2° Inférieure ou égale à 2 000 m³ dont le teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A)
3° Inférieure ou égale à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S21 (D).

Ce projet est soumis à une enquête publique au titre de l'article L.123-1 et 6° de l'annexe I art R123-1 du code de l'environnement.

Les informations relatives au projet peuvent être demandées au pétitionnaire

**ARTICLE 2** : Monsieur Michel DOISNE, retraité de la Gendarmerie, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique. Monsieur Cédric GRANGER, chargé d'études en urbanisme et environnement est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

**ARTICLE 3** : Le dossier sera mis à disposition du public dans les Mairies de LEON,
Mairie de LEON:
- le lundi de 09h00 à 12h00
- du mardi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
- le samedi de 09h00 à 12h00
Mairie de VIEILLE SAINT GIRONS:
- du mardi au vendredi de 10h00 à 12h00 et de 15h00 à 18h00
- le samedi de 10h00 à 12h00
Mairie de MOLIETS ET MAA:
- du lundi au vendredi de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

Les observations relatives au projet pourront également être transmises par courrier adressé à l'attention du commissaire enquêteur à la Mairie de LEON siège de l'enquête publique, avant la clôture de l'enquête. Ces observations seront annexées au registre d'enquête.

**ARTICLE 4 :** Le commissaire enquêteur, Monsieur Michel DOISNE ou Monsieur Cédric GRANGER se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la mairie de LEON :

le lundi 05 août 2013 de 09h00 à 12h00
le vendredi 16 août 2013 de 15h00 à 18h00
le mardi 20 août 2013 de 09h00 à 12h00
le vendredi 30 août 2013 de 14h00 à 17h00
le vendredi 06 septembre 2013 de 15h00 à 18h00

**ARTICLE 5 :** Un avis d'enquête publique informant le public de l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux. L'avis d'enquête publique ainsi que l'arrêté d'ouverture d'enquête publique sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Landes.

Cet avis sera en outre publié par voie d'affiches et éventuellement par tous autres procédés, par les soins des Maires, dans les Mairies concernées, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

En outre, cet affichage sera effectué par les soins du demandeur, dans les mêmes conditions de délai et de durée, sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage de l'aménagement et visible de la voie publique.

Les affichages mesurent au moins 42 cm sur 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R.123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. arrêté ministériel du 24 avril 2012 concernant l'avis d'enquête prévu à l'article R123-11 du code de l'environnement.

**ARTICLE 6 :** Pendant l'enquête, le commissaire-enquêteur peut faire compléter le dossier de documents utiles à la bonne information du public. Ces documents sont joints au dossier tenu au siège de l'enquête avec un bordereau précisant la nature des pièces et la date à laquelle ils ont été ajoutés.
ARTICLE 7 : Le conseil municipal des communes de LEON, VIELLE SAINT GIRONS, et de MOLIETS ET MÂA sera appelé à donner un avis sur la demande d'autorisation, dès le début de l'enquête. Ne seront pris en considération que les avis émis au plus tard dans les quinze jours suivants la clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront remis ou transmis sans délai par le Maire, au commissaire-enquêteur qui procédera à la clôture du ou des registres.

Le commissaire enquêteur convoquera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera sur place les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse.

ARTICLE 9 : Copies du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public pendant le délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Landes, Service Police de l'Eau et Milieux Aquatiques, sur le site internet de la Préfecture, ainsi que dans les Mairies de LEON, VIELLE SAINT GIRONS, et de MOLIETS ET MÂA.

ARTICLE 10 : Le Préfet des Landes, est compétent pour statuer sur l'autorisation sollicitée.

ARTICLE 11 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes, les Maires de LEON, VIELLE SAINT GIRONS, et de MOLIETS ET MÂA, le Commissaire-enquêteur, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Landes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Monsieur le Président du Syndicat Mixte GEOLANDES.

Mont de Marsan, le 28 juin 2013
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général par intérim,

Serge JACOB
Annonces administratives et judiciaires

MARCHÉS PUBLICS > À 90 000 €

Préfecture des Landes
Direction départementale des territoires et de la mer
Service police de l'eau et milieux aquatiques

ENQUÊTE PUBLIQUE

Le programme de travaux relève également des rubriques 4.1.3.0 - 21.2.0 - 21.5.0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Les personnes intéressées peuvent consulter le dossier d’enquête à la mairie de Léon, siège de l’enquête, ainsi que les mairies de Vielle-Saint-Girons et de Mollet-et-Mâa, durant les heures habituelles d’ouverture.

Le public est informé qu’il peut inscrire, sur le registre prévu à cet effet, toutes les observations qu’il jugera utiles à la mairie de Léon, siège de l’enquête, ainsi que les mairies de Vielle-Saint-Girons et de Mollet-et-Mâa. Ces observations peuvent également être transmises par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de Léon.

M. Michel Dolaise, désigné en qualité de commissaire-enquêteur, ou
M. Cédric Granger, désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant, reçoivent la public à la mairie de Léon aux jours et heures suivants :
le lundi 5 août 2013, de 9 heures à 12 heures ;
le vendredi 16 août 2013, de 15 heures à 18 heures ;
le mardi 20 août 2013, de 9 heures à 12 heures ;
le vendredi 30 août 2013, de 14 heures à 17 heures ;
le vendredi 6 septembre 2013, de 15 heures à 18 heures.

Un dossier d’enquête ainsi qu’un registre de consultation sont également mis à la disposition du public dans les communes de Vielle-Saint-Girons et de Mollet-et-Mâa.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions motivées sera déposée dans les mairies de Léon, Vielle-Saint-Girons et Mollet-et-Mâa et à la Direction départementale des territoires et de la mer des Landes, service police de l’eau et milieux aquatiques, pour y être tenue à la disposition du public pendant une durée d’un an.

Direction départementale des territoires et de la mer des Landes.

Mairie de Saint-Lon-les-Mines

APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE
Procédure à adopter

Identification de l’organisme qui passe le marché : Mairie de Saint-Lon-les-Mines, 30, route de la Payolle, 40300 Saint-Lon-les-Mines, tél. 05 58 57 80 53, fax 05 58 57 84 40, mail : mairie.stlonlesmines@wanadoo.fr

Objet du marché : Réalisation d’un complexe commercial à Saint-Lon-les-Mines (40300),

Désignation des lots :
Lot 1 : Terrasses, VRD, espaces verts.
Lot 2 : Fonations, gros œuvre, enduits.
Lot 3 : Charpente, couverture, zinguerie.
Lot 4 : Electricté, courants forts et faibles.
Lot 5 : Plomberie, sanitaires, ventilation, climatisation.
Lot 6 : Menuiseries extérieures, serrurerie.
Lot 7 : Plâtrerie, isolation, faux plafonds.
Lot 8 : Revêtements de sols scalpés, carreaux.
Lot 9 : Menuiseries intérieures.
Lot 10 : Peintures.

Délai des travaux : Cinq mois à compter de septembre 2013.

Retrait du dossier de consultation : Sur demande écrite à l’adresse indiquée ci-dessous ou à l’email suivant : david@cabinetforgeard.com ou sur https://marchespublics.landespublique.org

Date limite de renvoi des offres : Le 2 août 2013, avant 16 heures, à la mairie de Saint-Lon-les-Mines par courrier avec AR ou contre récépissé.

Pour les renseignements administratifs ou techniques : Cabinet Forgeard et associés, 21, rue Baxter-Bideau, 64210 Arbouin, tél. 05 59 24 54 53, fax 05 59 24 23 26.

Critères d’attribution : Les critères sont précisés dans le règlement de consultation.

Date d’envoi du présent avis à la publication : Le 15 juillet 2013.

Abonnement
OFFRE INTÉGRALE “DÉCOUVERTE”
-25%
Soit 24,90 € / mois au lieu de 34,40 €
SudOuest et ses magazines

Annexe n°2
JL 23 de 18/04/2013

Passer une annonce c'est simple et efficace !
www.sudouest-annonces.com 05 35 31 27 27

Entreprises
SudOuest-marchespublics

Abonnez-vous !
www.sudouest.fr
AVIS DE MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTEE

Identification de l'organisme qui passe le marché :
SIAEP DES ESCOURDES

Entité adjudicatrice : M. LASSERRE, Président, SIAEP des Esch de Mairie de Pomarez 40360 Pomarez - Tél. 05 58 89 30 28 - Fax : 05 58 89 30 28 
Mail : mairie.pomarez@orange.fr

Objet du marché : Raccordement du forage à la station de distribution potable de Donzacq.
Lieu d'exécution : Commune de Donzacq (40)
Nature du marché : Travaux - Type de marché de travaux : Exécution
CPV : 42610000

Caractéristiques principales :
- Fourniture et mise en place du canal en lot NingGSM 3911 sur 140 m depuis le nouveau forage jusqu'à la station de distribution de Donzacq.
- Fourniture et mise en place en tranche commune de deux forces Ø100mm (boîtier allant à alimentation électrique), d'un TPC Ø63mm (protection de la pose) et d'un TPC Ø40mm (interception de la pollution)

Des variantes seront-elles prises en compte : Oui
Prestations divisées en tranches : Non
Date prévisionnelle de la compilation des travaux : 1-11-2013
Modalités de financement et de paiement : Fourni par mandat administratif délai de paiement de 30 jours
Marché et/ou contrat : Affinité par le SIAEP des Eschours.
Forme juridique que devra réserver le groupement d'opérations économiques attributaires du marché : Le marché sera attribué soit à une entreprise unique sous-traitant le travail, soit à des entrepreneurs groupés solidaires avec traites éventuelles.

Critères de sélection des candidatures : Ne seront pas admis:
- Candidats non répertoriés en année précédente au Articles 43, 44, 45, 46 et 52 du
- Les candidats qui ne présenteront pas les références demandées ci-dessous dont les garanties contractuelles, techniques et financières sont insuffisantes

Justification de la procédure adoptée concernant les qualités et capacités du candidat :
- DGS - Attestations d'assurance

Capacité économique et financière : Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer la capacité économique et financière des candidats, ces informations ont été mises à disposition des intéressés à la date de la publication au Journal Officiel.

Type de procédure : Marché à procédure adaptée

Date limite de réception des offres : Vendredi 13 septembre à 12h
Décal minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres
Délai d'exécution : 2 mois maximum

Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution du marché

- Documents concernant l'entreprise ou l'entrepreneur
- Correspondant technique
- Justificatifs financiers

Correspondant technique : M. CHATIGNIER, IRH Ingénieur Corg 31 avenue de la Polierie 33170 Gradignan. Tél. 05 57 89 01 33 - Fax : 05 57 89 01 33 - Mail : arnaud.chatignier@hr.fr

Demande de documentation : Le dossier de consultation des entreprises peut être téléchargé sur le site internet de la mairie à l'adresse : http://mairie.pomarez.40360.com

Date d'envoi du présent avis : 16-07-2013

349990-0

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

COMMUNE DE POUDYDSEAUX

Objet du marché : Aménagement d'un multiplex rural
La rectification porte sur l'intitulé des lots n°8 et n°9 comme suit :
Lot n°8 : Dépôt de bilan
Lot n°9 : Electricité - Chauffage
La liste des pièces de la consultation et les conditions de remise des offres sont inchangées
Date d'envoi du présent avis à la publication : le 16 juillet 2013

349990-0

Identification de l'organisme passant le marché :
COMMUNE DE POUDYDSEAUX
Communauté de Communes du Seignanx

ENQUÊTE PUBLIQUE
3e modification du plan local d’urbanisme de la commune d’Ondres

Pan-arrêté en date du 2 août 2013, M. le Vice-Président de la Communauté de communes du Seignanx a ordonné une enquête publique sur le projet de 3e modification du plan local d’urbanisme de la commune d’Ondres.

A cet effet, M. Bernard Darbon et M. Paul Baylac-Martres ont été désignés en qualité de commissaire-enquêteur titulaire et commissaire-enquêteur suppléant par le président du tribunal administratif.

L’enquête se déroulera à la Communauté de communes du Seignanx et à la mairie d’Ondres du 26 août au 26 septembre 2013 inclus, aux jours et heures habituels d’ouverture.

Le commissaire-enquêteur recevra :
À la mairie d’Ondres :
Lundi 26 août 2013, de 9 heures à 12 heures :
Mercredi 18 septembre 2013, de 9 heures à 12 heures :
Jeudi 26 septembre 2013, de 14 heures à 17 heures.

Au siège de la Communauté de communes du Seignanx :
Mercredi 11 septembre 2013, de 9 heures à 12 heures.

Pendant la durée de l’enquête, les observations sur le plan local d’urbanisme peuvent être consignées sur le registre d’enquête. Elles peuvent être également adressées par écrit au commissaire-enquêteur.

Le rapport sur le déroulement de l’enquête et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Communauté de communes du Seignanx ou à la mairie d’Ondres.

Le rapport sur le déroulement de l’enquête et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Communauté de communes du Seignanx.

Le vice-président, Jean-Marc Lescade.

Commune d’Aguéloise

INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN
Zones urbaines et à urbaniser

Par délibération en date du 28 juin 2013, le conseil municipal d’Aguéloise a décidé d’instituer le droit de préemption urbain sur les zones urbaines et à urbaniser au plan local d’urbanisme.

La délibération du conseil municipal ainsi que le plan délimitant les périmètres du droit de préemption sont tenus à la disposition du public à la mairie, aux jours et heures habituels d’ouverture des bureaux, et à la préfecture des Landes.

Le maire, Henri d’Avazac
AVIS À LA PRESSE

Une enquête publique de 30 jours relative à la demande du Syndicat Mixte GET du bassin de la Marne pour le travaux de relooking du parcours de pêche et d'aménagement des abords de l'étang de Léon sur les communes de Léon, Villedieu-Saint-Girons et Moliets-et-Maïs sera ouverte du lundi 5 août 2013 au vendredi 6 septembre 2013 inclus.

Cette enquête est ouverte au titre de l'article L 211-7 du code de l'environnement.

Le programme de travaux relève également de rubriques : 4.1.3.0 - 2.1.1.0 - 2.1.2.0 - 2.1.3.0 - décret n° 83-455 du 29 mars 1983.

Les personnes intéressées peuvent consulter le dossier d'enquête à la Mairie de Léon siège de l'enquête ainsi que les Maires de Villedieu-Saint-Girons et de Moliets-et-Maïs, durant les heures habituelles d'ouverture.

Le public est invité à joindre, sur le registre prévu à cet effet toutes les observations qu'il jugera utiles à la Mairie de Léon, siège de l'enquête ainsi que les Maires de Villedieu-Saint-Girons et de Moliets-et-Maïs, ces observations peuvent également être transmises par courrier au Commissaire-Enquêteur à la Mairie de Léon.

Monseigneur Michel DOISNE désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur ou Monsieur Cédric GRANGER désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur suppléant, recevront le public à la Mairie de Léon aux jours et heures suivants : le lundi 5 août 2013 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - le vendredi 9 août 2013 de 9 h à 12 h - le lundi 12 août 2013 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - le mardi 13 août 2013 de 9 h à 12 h - le vendredi 16 août 2013 de 9 h à 12 h - le lundi 19 août 2013 de 9 h à 12 h - le jeudi 22 août 2013 de 9 h à 12 h.

La décision finale prévue dans cet dossier réglemente sera prise au terme de cette période d'enquête après avis du public.

Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Landes
342159-0

REGLEMENT DE CONSULTATION

Maire d'ourag : 
COMUNE DE RETJONS 40120

Problème : 
Procédure de passation des marchés : Problème adapté (article 28 du C.M.
Objet du marché : 
Aménagement des espaces publics du bourg de Retjons.

Forme d'intervention du prestataire : 
Marchés par lots séparés


Délai global d'exécution : 2 mois.

Délai prévisionnel de début des travaux : Octobre 2013.

Procédure de passation des marchés : 
Sur plusieurs marchés client side auprès de la SDIS de COPYPLAN, 579 avenue Kenneth, 40002 MONT DE MARSEILLE Cedex 2.
Tél. 05 58 75 31 40 - Fax : 05 58 46 20 65

Modifications de transmission des offres : 
Sous simple enveloppe à remettre contre paiement ou à adresser par courrier recommandé avec avis de réception à la mairie de Retjons.

Délai de réception des offres : 
1er septembre 2013 à 12 heures.

Délai de validité : 3 mois.

Échéance de paiement des marchés : 
À la fin de chaque mois.

Mises en demeure : 
En cas de non-respect des conditions de la procédure, des mises en demeure par courrier recommandé seront conformes au dispositif légal.

Gestion des litiges : 
Conformément au code de la construction et de l'habitation.

PREFET DES LANDES

COMMISSION NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL CREATION D'UN ENSEMBLE COMMERCIAL A DAX

Au cours de son dernière du 25 juin 2013, la Commission Nationale d’Amenagement Commercial a décidé d’accorder à la SCCV "REDAXIM DAX" l’autorisation préalable requise en vue de procéder à la création d’un ensemble commercial, d’une surface de vente de 1 740 m², comprenant un magasin à prédominance alimentaire de 500 m², 13 magasins sur une surface de vente de 1 270 m², dont 9 spécialisés, équipement de la personne et du logement de 14 à 65 ans, les sports, les loisirs et 37 boutiques, de moins de 500 m² chacune, sur une surface de vente de 4 030 m², sur la commune de Dax (Landes).

Le texte de cette décision est, en application de l'article R 758-25 du code des commerces, affiché à la porte de la mairie de Dax pendant un mois.

Pour le Préfet, la Secrétaire Générale, Mireille LARRE
342196-0

LES ANNONCES LANDAISES

Les annonces landaises sont affichées et entretiennent par notre correspondant :

- un bon contact
- un seul interlocuteur
- un meilleur service
- une fiabilité de notre correspondant

Prescripteur,
Une annonce à Paris, Marseille, Lyon, Strasbourg, Lille, Nantes,...
Ne cherchez plus un correspondant.

8
Samedi 10 août

PREFET DES LANDES

COMMUNE COMMUNIQUE

COMMISSION NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL CREATION D'UN ENSEMBLE COMMERCIAL A DAX

Avant de sa réunion du 25 juin 2013, la Commission Nationale d’Amenagement Commercial a décidé d’accorder à la SCCV "REDAXIM DAX" l’autorisation préalable requise en vue de procéder à la création d’un ensemble commercial, d’une surface de vente de 1 740 m², comprenant un magasin à prédominance alimentaire de 500 m², 13 magasins sur une surface de vente de 1 270 m², dont 9 spécialisés, équipement de la personne et du logement de 14 à 65 ans, les sports, les loisirs et 37 boutiques, de moins de 500 m² chacune, sur une surface de vente de 4 030 m², sur la commune de Dax (Landes).

Le texte de cette décision est, en application de l'article R 758-25 du code des commerces, affiché à la porte de la mairie de Dax pendant un mois.

Pour le Préfet, la Secrétaire Générale, Mireille LARRE
342196-0

LES ANNONCES LANDAISES

Les annonces landaises sont affichées et entretiennent par notre correspondant :

- un bon contact
- un seul interlocuteur
- un meilleur service
- une fiabilité de notre correspondant

Prescripteur,
Une annonce à Paris, Marseille, Lyon, Strasbourg, Lille, Nantes,...
Ne cherchez plus un correspondant.

8
Samedi 10 août
PRÉFET DES LANDES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE POLICE DE L'EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Une enquête publique de 33 jours relative à la demande du Syndicat Mixte GEOLANDES pour les travaux de recreusement du parcours de pêche et d'aménagement des abords de l'étang de Léon sur les communes de LEON, VIELLE SAINT GIRONS, et MOLIETS ET MÂA sera ouverte du lundi 05 août 2013 au vendredi 06 septembre 2013 inclus.
Cette enquête est ouverte au titre de l'article L 211-7 du code de l'environnement.
Le programme de travaux relève également des rubriques: 4.1.3.0 – 2.1.1.0 – 2.1.2.0 – 2.1.5.0. du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.
Les personnes intéressées peuvent consulter le dossier d'enquête à la Mairie de LEON siège de l'enquête ainsi que les Mairies de VIELLE SAINT GIRONS et de MOLIETS ET MÂA, durant les heures habituelles d'ouverture.
Le public est informé qu'il peut inscrire, sur le registre prévu à cet effet toutes les observations qu'il jugera utiles à la Mairie de LEON siège de l'enquête ainsi que les Mairies de VIELLE SAINT GIRONS et de MOLIETS ET MÂA, ces observations peuvent également être transmises par écrit au commissaire-enquêteur à la Mairie de LEON.

Monsieur Michel DOISNE désigné en qualité de commissaire-enquêteur ou Monsieur Cédric GRANGER désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant, recevra le public à la Mairie de LEON aux jours et heures suivants:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Jour</th>
<th>Date</th>
<th>Heure</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Lundi</td>
<td>05 août 2013</td>
<td>de 09h00 à 12h00</td>
</tr>
<tr>
<td>Vendredi</td>
<td>16 août 2013</td>
<td>de 15h00 à 18h00</td>
</tr>
<tr>
<td>Mardi</td>
<td>20 août 2013</td>
<td>de 09h00 à 12h00</td>
</tr>
<tr>
<td>Vendredi</td>
<td>30 août 2013</td>
<td>de 14h00 à 17h00</td>
</tr>
<tr>
<td>Vendredi</td>
<td>06 septembre 2013</td>
<td>de 15h00 à 18h00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Un dossier d'enquête ainsi qu'un registre subsidiaire sont également mis à la disposition du public dans les communes de VIELLE SAINT GIRONS et de MOLIETS ET MÂA.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur aura énoncé ses conclusions motivées sera déposée dans les Mairies de LEON, VIELLE SAINT GIRONS, et de MOLIETS ET MÂA et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Landes Service Police de l'Eau et Milieux Aquatiques, pour y être tenue à la disposition du public pendant une durée de un an.

Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Landes
L'an Deux Mil Treize et le Vingt Cinq Juillet à 20 h, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gérard SUBSOL, Maire.

Présents : Mrs SUBSOL Gérard, BARRIERE J. Louis, BELLEGARDE Guy, DARREMONTE Michel, DUPOUY J. Claude, LABADIE Gaston, LASSERRE Christian, LIENART Sylvain, PEYRES Yves, MMES DUFRANC Anne, DELAUNAY Florence, LESCA M. Madeleine, MARTINEZ Marie, LAGORCE Muriel, LARTIGUE Marie-José.

Absents : CAPDEPUY Bertrand à DARREMONTE Michel, COUSSAU Jacques PEYRES Yves, SAUBION Evelyne à LAGORCE Muriel, PLACHOT Christelle à LESCA M. Madeleine

Secrétaire de séance : Muriel LAGORCE

Objet de la délibération :
Enquête publique recréusement parcours de pêche et aménagement abords étang LEON/VIELLE ST GIRONS/MOLIETS

Monsieur le Maire invite l'assemblée à donner un avis sur le dossier d'enquête publique « loi sur l'eau » portant sur le recréusement du parcours de pêche et l'aménagement des abords de Léon, sur les communes de LEON, VIELLE ST GIRONS et MOLIETS et MAA.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité, approuver cette enquête publique.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acte télétransmis électroniquement le : 26/07/2013
N° identifiant unique : 2013-26-20126-2630725-DEL2013_2013_094_7_05
N° enveloppe : 5420
L'an DEUX MILLE TREIZE,
le : 8 AOUT, à 18 H 30,
le Conseil Municipal de la commune de MOLIETS ET MAA
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du
conseil municipal, sous la présidence de Madame Anne-Marie
CANCOUET, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 01/08/2013

PRESENTE : Mme CANCOUET – Mr LABORDE – Mme
MARCHAND – MM LAUDOUAR C. – DUPOUY – DAVID –
LATOUR – GUILLAMET –

ABSENTS EXCUSES : Mme MULTEAU, procuration Mme
Anne Marie CANCOUET – M. LAFITTE – M. Benoit
LAUDOUAR procuration M.DUPOUY – M.CAMUS procuration
M.LABORDE

ABSENTS : M.PIET – M. BIRENT – Mme DE VALICOURT

Secrétaire de séance : Madame Aline MARCHAND

Suite à la présentation du dossier de recréusement du parcours de
pêche, et d'aménagement des abords de l'étang de LEON,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des
votants,
- S'étonne qu'aucune rencontre n'ait eu lieu en amont entre
le bureau d'études et les représentants de la commune,
- Demande qu'une réunion soit organisée entre le maître
do’ouvrage, le Bureau d'Etudes et les représentants du SIVU du
Courant d'Huchet pour aborder les conséquences de ce projet,
néanmoins sur la mise en suspension de particules et la divagation
de plantes envasissantes,
- Ne peut donner, pour le moment, un avis favorable au vu
des éléments fournis.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le
Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de
sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

Ainsi délibéré à MOLIETS ET MAA, les jour, mois et an que
dessus.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,
Anne Marie CANCOUET
Annexe n°9

DEPARTEMENT DES LANDES

--00000--

COMMUNES DE LEON- VIELLE SAINT GIRONS- MOLIETS ET MAA

--00000--

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE A L’AMENAGEMENT DES ABORDS DE L’ETANG DE LEON
ET AUX TRAVAUX DE RECREUSEMENT DU PARCOURS DE PECHE

--00000--

PROCES-VERBAL D’OBSERVATIONS

Rédacteur : Michel DOIJSNE, Commissaire enquêteur
I. – GENERALITES

1.1. - Précambule

Dans le cadre de sa mission de lutte contre l'eutrophisation des étangs ; l'aménagement des abords des plans d'eau ; l'amélioration de la qualité des eaux de baignade..., le Syndicat mixte Géolandes du Conseil Général des Landes, en partenariat avec la commune de LEON (40550), propose de réaliser le dragage du parcours de pêche et l'aménagement des abords de l'étang, sur sa partie Sud-est.

Le projet est présenté au titre de la législation « Loi sur l'eau » et en raison du coût des travaux, inférieur au seuil prévu, il n'est pas soumis à étude d'impact.

Dans le cadre de la procédure liée aux autorisations administratives, le projet est soumis à autorisation au titre de l'article L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (loi sur l'eau) et soumis à enquête publique, conformément à l'article L.123-1 du code de l'environnement.

1.2. - Objet de l'enquête

L'enquête publique qui s'est déroulée du 05.08.2013 au 06.09.2013 consistait à solliciter l'avis de la population ou des associations, suite à la demande formulée pour réaliser les opérations de dragage du parcours de pêche et l'aménagement des berges de l'étang de LEON. Ces opérations étant susceptibles d'affecter l'environnement et les milieux aquatiques.

Les travaux vont consister à draguer de 4000 à 5000 m³ de sédiments ; reprofilser et protéger les berges et enfin, aménager les abords de l'étang.

1.3. – Participation de la population

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences aux jours et heures énoncés dans l'article 4 de l'arrêté préfectoral DDTM n° 40-2012-00140 du 28 juin 2013.

La population ne s'est pas mobilisée pour s'exprimer sur le projet. Néanmoins, au cours de cette procédure nous avons reçu quatre personnes. Deux d'entre elles se sont présentées uniquement pour s'informer. Un troisième intervenant, M. DELANCHY a mentionné un « avis très favorable » au projet, tandis que la quatrième personne, M. Yvon BALHADERE, que nous avions reçu le 30.08.2013 a déposé un courrier d'observations, en notre absence. Il nous a été remis par le secrétariat de la mairie de LEON.

Le vendredi 06.09.2013, lors de la clôture de l'enquête, nous avons paraphé les documents, soit une planche photographique, accompagnée de commentaires et les avons annexés au registre d'enquête.
1.4. – **Analyse des observations**

A l’étude des remarques ou annotations formulées par M. BALHADERE, pour les travaux d’aménagement, il mentionne six propositions :

1°/ - Réaliser un ponton de mise à l’eau des bateaux, avec un plan incliné.

2°/ - Le ponton d’amarrage prévu dans le projet, à l’Ouest de la roselière doit être installé près du ponton de mise à l’eau.

3°/ - Laisser une zone libre d’accès (départ / Arrivée des voiliers), avec interdiction de mouillage.

4°/ - Le mouillage des bateaux doit être réglementé, par un droit de mise à l’eau accordé par la municipalité ou une adhésion à un club de LEON.

5°/ - Il faut prévoir un parc de stationnement à bateaux des particuliers identifiés, près du ponton précité, avec un droit de stationnement et de mise à l’eau pouvant être acquitter auprès de la municipalité ou une adhésion au club de voile Léonnais.

6°/ - Le parc à bateaux doit être protégé par une barrière d’accès.

II. – **COMMENTAIRES du C.E.**

Pour une bonne information, nous joignons un croquis partiel (partie Ouest) des travaux et aménagements prévus par le maître d’ouvrage, ainsi que le croquis explicatif produit par M. BALHADERE.

Afin de lui permettre de répondre aux diverses remarques, nous procédons à la notification du présent, en invitant Monsieur le président du Syndicat Mixte Géolandes, Conseil Général des Landes à MONT DE MARSAN, à bien vouloir produire un mémoire en réponse avant le 27.09.2013

Michel DOISNE, commissaire enquêteur.
Village bateaux réglementé
- Droit mise à l'eau (municipalité) libérer toute cette zone accès (Dénfent/ancien J.Poiré)
- Adhésion & du Club de Léon

Ponton bois de mise à l'eau (incliné) Indispensable!!
- Ponton le plus possible de la mise à l'eau (sur un palau trop de boul sur stationnement bateau)

Stationnement bateaux de particuliers
- Identifié
- Droit de Stationnement, et de mise à l'eau acquise auprès de municipalité
- Adhésion Club de Voile Louny

Balhadere Yvon (tél 07 88 10 69 53)
Usagers berges du lac (voire) depuis 1961
Annexe n°10

Géolandes

Syndicat mixte pour la sauvegarde
et la gestion des étangs landais

Enquête publique relative à
l’aménagement des abords de l’étang de
Léon et aux travaux de recreusement du
parcours de pêche

Mémoire en réponse

Etabli pour faire suite au Procès-Verbal d’Observations établi par Monsieur Michel
Doisné, Commissaire Enquêteur, en date du 12 septembre 2013.
Préambule

Le projet de seconde tranche d’aménagements des abords de la fenêtre lacustre léonnoise a été conçu dans un esprit de conservation d’un état le plus naturel du site, en opposition à la première tranche de travaux, réalisée entre 1991 et 1993, côté ouest de la fenêtre et où est concentré l’essentiel des activités humaines, ludiques et anthropiques.

Le projet intègre également un volet de reconquête de secteurs de berges ayant subi des érosions perceptibles (l’exemple du poste handi-pêche pouvant servir de référence puisque construit en limite de berge en 2005, et se retrouvant aujourd’hui en position avancée sur le plan d’eau) afin de restaurer un espace naturel reconstitué côté nord de la piste engravée.

Le principe retenu consiste également à assurer la transparence de l’espace situé entre la piste et la rive, en supprimant tous les éléments anthropiques pouvant occulter le paysage. La construction de deux pontons bois s’inscrit dans cette démarche, puisqu’ils permettront de concentrer les embarcations en deux points précis et ainsi d’éviter la dispersion des bateaux sur l’ensemble du linéaire de berge, ou sur le plan d’eau, comme c’est le cas actuellement.

Pour permettre cette reconquête, le projet prévoit la reconstitution d’un nouveau trait de berge entre les terrains de l’hôtel et l’embouchure de la craste par recours au génie végétal (boudins de géotextile végétalisés, complétés de gabions pour les secteurs les plus exposés). A l’arrière de ce nouveau trait de berge, une prairie rustique arborée sera reconstituée par apport d’une partie des sédiments issus du creusement du parcours de pêche, sur laquelle seront implantés des arbres et arbustes indigènes, typiques de la frange boisée lacustre landaise.

Afin de garantir dans les meilleures conditions la pérennité de ces espaces naturels reconstitués, le projet prévoit d’en interdire l’accès aux véhicules, mais aussi aux piétons, afin d’éviter le piétinement source de dégradations des protections de berge ou des jeunes plantations, au moyen d’une clôture simple mais efficace. Cette clôture sera maintenue sur site le temps nécessaire à la stabilisation définitive de ces secteurs de berges reconstitués.

Réponses aux observations de Monsieur Balhadère

1°) Réaliser un ponton de mise à l’eau des bateaux, avec plan incliné

Le projet prévoit une rampe de mise à l’eau, stabilisée puisque bétonnée, inclinée, et qui sera libre d’accès pour tous les usagers du plan d’eau munis d’embarcations (pêcheurs, chasseurs, secours, plaisanciers, ...). La mise à l’eau est bien située sous les vents dominants comme le recommande Monsieur Balhadère et le départ et l’arrivée seront protégés par le ponton bois perpendiculaire.

Syndicat Mixte Géolandes – Enquête Publique
Aménagement des abords de l’étang de Léon et travaux de creusement du parcours de pêche
Compte tenu des principes de reconstitution du trait de rive évoqués en préambule, les accès aux rives doivent être strictement limités dans l’espace (ponton bois perpendiculaire au trait de rive et mise à l’eau), et la construction d’un ponton bois dédié aux bateaux à voile et construit parallèlement au trait de rive n’est pas compatible avec la philosophie du projet.

2°) Le ponton d’amarrage prévu dans le projet, à l’ouest de la roselière, doit être installé près du ponton de mise à l’eau

Comme indiqué dans l’alinéa précédent, la réalisation d’un ponton bois de mise à l’eau est incompatible avec la philosophie du projet.

Par contre, la mise à l’eau prévue jouxte le ponton d’amarrage comme le recommande Monsieur Balhadère.

3°) Laisser une zone libre d’accès (départ/arrivée des voiliers), avec interdiction de mouillage

Le projet prévoit un départ et une arrivée des voiliers entre le ponton d’amarrage et la roselière.

Cet espace sera maintenu dégagé, les mouillages sur le plan d’eau étant par ailleurs interdits. La volonté de la commune est en effet de concentrer toutes les embarcations au niveau des deux pontons bois et ainsi éviter la dispersion. Cette disposition permettra d’identifier les bateaux et leurs propriétaires, comme le suggère Monsieur Balhadère, et ainsi éviter les embarcations hors d’état ou abandonnées.

4°) Le mouillage des bateaux doit être réglementé, par un droit de mise à l’eau accordé par la municipalité ou par une adhésion à un club de Léon

Comme indiqué précédemment, le mouillage des bateaux sera interdit, les embarcations devant s’amarrer à l’un des deux pontons bois prévus dans le projet.

Par ailleurs, la commune de Léon n’envisage pas à ce jour l’instauration d’une taxe de navigation sur le plan d’eau, préférant permettre un accès libre à tous les usagers. De la même façon, la commune n’envisage pas de conditionner l’accès au plan d’eau à une adhésion à un club de Léon.

5°) Il faut prévoir un parc de stationnement à bateaux des particuliers identifiés, près du ponton précité, avec un droit de stationnement et de mise à l’eau pouvant être acquitté auprès de la municipalité ou une adhésion à un club de voile léonnois.

Comme indiqué précédemment, la commune n’envisage pas à ce jour d’instaurer de taxes ni de navigation ou de stationnement pour les embarcations, ni de conditionner l’usage de l’un des pontons ou du plan d’eau à l’adhésion à un club de voile de Léon.
La création d’un parc de stationnement à bateaux comme le propose Monsieur Balhadère est incompatible avec la philosophie du projet qui prévoit d’interdire l’accès aux rives par la mise en place de clôtures, garantissant la stabilisation des milieux naturels reconstitués et la reprise des plantations.

Les embarcations pourront donc être stationnées soit sur l’un des pontons bois, soit sur le parking existant et requalifié situé à l’entrée ouest du site.

6°) Le parc à bateaux doit être protégé par une barrière d’accès

Comme indiqué précédemment, le projet de prévoit pas de réalisation d’un parc à bateaux.

L’amarrage des bateaux stationnés au niveau des pontons bois sera sécurisé puisque les pontons seront munis de dispositifs permettant la pose de cadenas ou de tout autre système de sécurité.

Les bateaux stationnés sur le parking à l’entrée du site seront sous la seule et unique responsabilité de leurs propriétaires.

Fait à Mont de Marsan, le 24 SEP. 2013

Le Président du Syndicat Mixte Géolandes,

Xavier FORTINON
DEPARTEMENT DES LANDES

---0000---

COMMUNES de LEON
VIELLE SAINT-GIRONES et MOLIETS ET MAA

---0000---

ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE A L'AMENAGEMENT DES ABORDS DE L'ETANG DE LEON
ET AUX TRAVAUX DE RECREUSEMENT DU PARCOURS DE PECHE

---0000---

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE DU
COMMISSAIRE ENQUETEUR

Rédacteur : Michel DOISNE, Commissaire enquêteur
I – RAPPEL DE L’OBJET

La présente enquête publique consiste à informer et solliciter l’avis de la population ou des associations, suite à la demande formulée par le Président du Syndicat Mixte Géolandes du Conseil Général des Landes, pour les travaux de recréusement du parcours de pêche et les aménagements des abords de l’étang de LEON.

Le dossier d’autorisation est établi au titre des articles R.214-1 à R.214-6 du code de l’environnement, rubriques :

2.2.3.0 : rejet dans les eaux de surface.... – 3.1.4.0 : consolidation ou protection des berges... - 3.1.5.0 : Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères... - 3.2.1.0 : Entretien de cours d’eau ou de canaux..., de la nomenclature des opérations soumises à Autorisation ou à Déclaration.


II – CONCLUSIONS MOTIVEES DU C.E.

21 – SUR LE PROJET :

 Une première tranche de travaux a été réalisée entre 1991 et 1993, à l’Ouest de la partie, objet de la présente enquête. Depuis cette période, l’étang de Léon a subi une érosion importante de ses berges. Au delà de l’érosion, sous l’effet conjugué de la houle et des vents dominants d’Ouest, le parcours de pêche n’était plus utilisable par les petites embarcations, par manque de tirant d’eau dû à l’amoncellement de la vase et du sable.

 Le projet s’inscrit dans une démarche de protection environnementale, il prévoit l’enlèvement et l’arrachage des plantes ou espèces invasives, source de dégradation du milieu aquacole dans un secteur particulièrement impacté.

 Afin de réduire les nuisances, les matériaux qui auront été extraits lors du recréusement du parcours de pêche, seront dans un premier temps stockés et ensuite, réemployés en partie pour le reprofilage et la protection des berges.

Source : Site Réserve Naturel Courant d'Huchet
22 – SUR LE DOSSIER SOUMIS À L’ENQUETE

L’ensemble du dossier n’appelle pas de remarque particulière, la partie technique est particulièrement détaillée et soignée. Elle est agrémentée de nombreuses planches photographiques ou croquis. Le résumé non technique qui est joint permet au lecteur de s’imprégner rapidement des projets et en facilite sa compréhension.

Le commissaire enquêteur estime que d’après les éléments qui sont développés dans le dossier technique et les pièces annexes, les réponses qui lui ont été apportées, dénotent une réelle volonté du maître d’ouvrage de réaliser des travaux dans le respect de la faune et de la flore.

Manifestement, cette deuxième phase de travaux qui intervient vingt ans après une première phase, va concrétiser un projet de restauration globale, avec le reprofilage des berges dégradées et ravinées sous l’effet des courants d’eau. Ensuite, la réalisation d’aménagements aux abords du plan d’eau permettra un meilleur accueil du public et des pêcheurs qui verront la zone dédiée retrouver son profil du passé.

Comme précisé auparavant, trois dossiers d’enquête publique ont été déposés dans les trois mairies concernées, dont celle de Moliets et Mâa. Il semble que cette dernière municipalité a découvert le projet lors de la présente enquête.

En effet, à la lecture de la délibération du conseil municipal de Moliets-et-Mâa, (Cf annexe n° 8 du rapport), le commissaire enquêteur se pose des questions quant à l’information préalable qui n’aurait pas été reçue par les élus, au cours de la phase préparatoire des projets. Comme nous l’avons évoqué en pages précédentes, le Syndicat Intercommunal d’Aménagement et de gestion du Courant d’Huchet est administré par un « comité » composé de neuf délégués élus par les Conseils Municipaux des trois communes, à raison de trois délégués par commune.

En conséquence, nous pouvons regretter ce manque de concertation ou tout du moins, d’échanges entre les élus qui sont partie prenante dans un même projet et pour un site remarquable qu’ils partagent.

III – AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Considérant qu’au terme de l’enquête :

- Le maître d’ouvrage a présenté un inventaire détaillé des inconvénients générés par les travaux envisagés pour la reconquête d’une partie du lac de Léon, mais au delà de ces désagréments, ces opérations font ressortir des impacts positifs. En effet, il organise une lutte raisonnée contre le comblement d’une partie du plan d’eau, dénommé « parcours de pêche », ainsi que contre la prolifération des plantes aquatiques envahissantes.

- L’ensemble des actions prévues qui consiste à enlever par fauclardage les espèces invasives, extrait des sédiments non contaminés et inertes par dragage, reprofiler et protéger les berges pour reprendre le trait de côte érodé et procéder à l’aménagement des abords du lac, représente une action d’intérêt général qui n’est pas contestable.
Par ces actions, le syndicat mixte Géolandes tend à protéger le patrimoine piscicole, il concourt ainsi à son développement. Cette protection du patrimoine implique une gestion équilibrée, dont la pêche qui représente une activité sociale et économique pour les populations limitrophes de l’étang.

Avec les différentes actions engagées depuis plus de deux décennies, le maître d’ouvrage développe un savoir-faire de la gestion des proliférations des espèces aquatiques végétales envahissantes et qui nuisent à l’écosystème. En entreprenant des actions telles que présentées dans le dossier, pour la préservation du milieu aquatique, le pétitionnaire lutte contre l’eutrophisation de l’étang de Léon.

Les opérations de recreusement du parcours de pêche doivent permettre de rétablir la continuité environnementale, du point de vue hydraulique et biologique. A ce jour, il ne semble pas que d’autres moyens que ceux préconisés, soient disponibles, voire plus favorables pour l’environnement.

Il ressort des éléments du dossier que le recreusement du parcours de pêche sera une opération ponctuelle, et il ne sera pas nécessaire d’encadrer ces actions par un plan de gestion pluriannuel à l’échelle du plan d’eau.

D’une manière générale, par le choix de la période des travaux, par des propositions visant à éviter les impacts négatifs du projet, le maître d’ouvrage inscrit sa démarche dans le cadre du développement durable. C’est ainsi qu’il prévoit des mesures particulières visant à atténuer les incidences sur l’environnement. La mise en place de filets de protection doit limiter la propagation et le développement de la turbidité de l’eau liée aux mouvements de masses d’eau lors du dragage.

Bien que la publicité et l’information aient été correctement réalisées, la très faible participation de la population à cette enquête démontre une certaine indifférence au projet.

Enfin, le commissaire enquêteur préconise un plus grand engagement des collectivités pour assurer une surveillance et un entretien régulier de l’étang de Léon, ce qui éviterait inéluctablement d’engager de lourds travaux tous les vingt-ans.

En conséquence, le commissaire enquêteur approuve sans réserve la démarche de protection et d’amélioration du patrimoine naturel et paysager et il émet un « AVIS FAVORABLE » à la demande d’autorisation de travaux de recreusement du parcours de pêche et d’aménagement des berges de l’étang de LEON.

Fait à SAINT PAUL LES DAX, le 06.09.2013
Michel DOISNE, commissaire enquêteur.